

Académie de Dijon

CAPA des professeurs agrégés du 05 juillet 2022

Déclaration des élus SNES-SNEP-SNESUP-FSU



Monsieur le recteur

Nous sommes réunis ce mardi 05 juillet pour la première et dernière CAPA des professeurs agrégés de l'académie de Dijon de l'année scolaire 2021-2022 . Elle sera également la dernière CAPA des professeurs agrégés du fait de la suite de mise en application de la loi dite " de modernisation de la fonction publique". La notion de modernisation doit avoir un sens qui nous échappe lorsqu'il s'agit avant tout de destruction des instances paritaires et de dialogue social.

En effet après avoir retiré aux commissaires paritaires l'essentiel de leurs fonctions de vigilance et de formulation d'avis, les prochaines élections professionnelles en limiteront encore plus l'efficacité en fusionnant l'ensemble des corps de l'enseignement secondaire pour représenter les personnels : comment faire reconnaître alors leur diversité et défendre leurs spécificités ?

Cet état de fait aboutit comme nous le relevons depuis plusieurs années à une perte de confiance dans l'institution, néfaste pour les collègues mais plus globalement pour l'Education dite Nationale. Nous avons parfois l'impression que les organisations syndicales sont les seules à s'inquiéter de cet état de fait même si nous avons bien conscience que "l'obligation de loyauté" joue aussi quant aux réponses qui nous sont données. Une preuve parmi d'autres de cette défiance, lors de la dernière élection présidentielle, les candidat-es des trois derniers partis au pouvoir n'ont recueilli d'après les premières analyses qu' 1/3 du vote enseignant soit un chiffre historiquement bas et plus faible encore que celui des résultats tout citoyen confondu.

Les enseignants n'en peuvent plus de l'amoncellement de réformes, issues d'une vision dogmatique uniforme, qui ont progressivement attaqué le système éducatif au prétexte de classements internationaux dans lesquels ces différentes transformations nous font plonger de plus en plus profondément. Que dire par exemple de la réforme du lycée dont tous les effets pervers avaient été annoncés par les organisations syndicales et où là encore le ministère a fini par reconnaître la nécessité de "retouches". L'objectif était de reconquérir le mois de juin, c'est

maintenant le mois de mai qui est porté disparu pour de nombreux élèves alors que les enseignants, en particulier de lettres, finissent épuisés après des semaines à assurer en parallèle leurs derniers cours et des "évaluations certificatives", le "rattrapage de l'absentéisme des élèves", la correction d'épreuves finales se déroulant 6 semaines avant la fin d'année, la préparation du grand oral ou de l'EAF et la réalisation de ces dernières épreuves.

Nous pourrions continuer cet inventaire avec la gestion calamiteuse du COVID (depuis Paris ou les Baléares), avec le "mille-feuilles" de l'éducation prioritaire, là encore l'expression est du ministre, lié aux innovations du gouvernement précédent ; l'état d'abandon du collège ; l'enseignement professionnel maintenant sous la tutelle conjointe de l'éducation nationale et du ministère du travail ... En effet, tout cela a bien un lien avec l'ordre du jour de cette CAPA car c'est le contexte confus, contraignant et inutilement complexe dans lequel les nouveaux collègues ont assuré leur année de stage en faisant de leur mieux.

Alors que la crise du recrutement s'amplifie avec une absence de réelle revalorisation malgré le dégel du point d'indice qui ne compensera même pas l'inflation, les nouveaux enseignants vont devoir affronter une réforme de l'entrée dans le métier qui aboutit à des taux d'échec importants, à l'accroissement du nombre de stagiaires à temps plein l'année prochaine et à la mise en place d'une armée de réserve de futures contractuel-les pour qui il n'y aura même pas besoin d'organiser de recrutement express sous forme de « job dating » ! Le mépris pour les enseignants et leur profession a ici atteint son comble aux yeux de notre organisation syndicale, et ce au détriment des élèves et des personnels enseignants alors que les inquiétudes sont grandes sur l'organisation de la rentrée.

Que dire enfin des annonces de notre ministre sur le remplacement ? Là encore nous avons l'impression que le pilotage de notre institution est déconnecté de la réalité du travail enseignant tant sur la prise en compte de son organisation que de sa charge. Désorganiser le travail des enseignants et les apprentissages des élèves ne va que conduire plus de collègues à quitter leur fonction et les étudiants à choisir d'autres professions.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous vous demanderons de prendre en compte les éléments que nous apporterons dans le dossier examiné lors de cette CAPA.